



**SESSION BUDGETAIRE DU CONSEIL REGIONAL**  
**Mercredi 2, jeudi 3 et vendredi 4 décembre 2009**

**Groupe UMP Rhône-Alpes et Apparentés**  
**Emmanuel HAMELIN**  
**Budget Primitif 2010**

**Rapport 09.12.778**

Monsieur le Président, Cher(e)s Collègues,

Nous voilà enfin à l'examen de ce budget primitif 2010. je dis « enfin » car, comme c'est le dernier de notre mandature, c'est pour nous une double occasion :

- celle de dresser un bilan,
- celle d'envisager l'avenir.

Tout d'abord : votre bilan. Il est assis sur un triple mensonge.

**Le premier**, pendant la campagne de 2004 : « *Nous n'augmenteront pas les impôts !* ».

## Résultat :

- Les impôts ont augmenté de 23 % (augmentation initiée avant les premiers transferts de compétence de votre mandature)
- le tarif des cartes grises : + 59 %
- taxe foncière et taxe professionnel : + 26 %
- taux maximum sur la TIPP.

**Le deuxième** mensonge, pendant le mandat : « *Ces augmentations, c'est à cause du désengagement de l'Etat* ».

## Résultat :

Entre 2004 et 2008, la Région Rhône-Alpes a augmenté les dépenses propres à l'institution, en dehors de tout transfert de compétence de 18 M€, soit une hausse de 30 %.

En Rhône-Alpes, sans les TOS qui sont effectivement un transfert de l'Etat, on est passé de 877 agents en 2004 à 1 400 en 2009, dont 37 collaborateurs pour votre seul cabinet, Monsieur le Président.

A titre de comparaison, faut-il vous rappeler que le Ministre de l'Intérieur n'en dispose que de 23 et le Ministre de la Justice de 19 ? Evidemment, 37 collaborateurs pour votre cabinet, cela ne plombe pas un budget, cela dénote seulement un mode de fonctionnement qui vous est propre et qui se décline, malheureusement, sur d'autres aspects de votre politique que

nous condamnons et sur lesquels nous reviendrons, notamment celles liées au train de vie de notre institution.

Entre 2003 et 2007, les dépenses des collectivités territoriales ont progressé de 50 milliards d'Euros, dont 11 milliards étaient dus à l'impact des lois de décentralisation.

Alors oui, l'Etat s'est désengagé, mais il a compensé. Toutes les augmentations d'impôts, de taxes, d'emprunts et de dettes, vous devez en assumer seul la responsabilité. Le coup du « c'est pas moi, c'est les autres » ou « je suis responsable mais pas coupable » n'est aujourd'hui plus crédible. Ce sont bien vos politiques dispendieuses qui pèsent sur l'avenir des Rhônealpins.

Comme le coût pharaonique de votre Palais de Région que nous condamnons depuis le début. 150 M€ pour le seul confort des élus, cela a quelque chose de choquant. Malgré vos efforts pour nous faire croire qu'il reviendra en réalité à 30 M€, c'est tout simplement se moquer des Rhônealpins. Que la vente de Charbonnières rapportera 30 M€, cela fait 5 ans que vous nous le dites, alors qu'aucun projet sérieux ne s'est jamais manifesté !

Vous n'y croyez pas vous-même, pour sortir de votre chapeau un éco-campus, il y a un mois, sans études ni concertation avec quiconque. Le seul projet sur ce site vient de la Mairie de Charbonnières qui n'a jamais envisagé de mettre plus de 22 M€. Et puis, les soi-disant économies sur les structures satellites du Conseil Régional que nous contestons et que vous calculez sur 20 ou 30 ans ; Vous auriez dû les prévoir sur 50 ou

60 ans, vous auriez pu nous faire croire que l'on gagnait de l'argent avec ce projet !!!

**Le troisième** mensonge, aujourd'hui : « *Le gouvernement, par sa réforme des collectivités territoriales, hypothèque l'avenir des régions et leur autonomie financière* ».

En réalité, ce qui va hypothéquer l'avenir des Région, c'est la gestion socialiste, ce sont vos augmentations d'impôts et de taxes, c'est l'endettement record que vous imposez aux Rhônalpins, ce sont les dépenses inconsidérées sur des politiques d'affichage qui ne sont pas dans nos compétences et qui n'ont souvent pour seul objectif que de calmer les ardeurs de vos partenaires politiques. Ce sont des dépenses somptuaires et terme de personnel, de train de vie des élus ou de communication qui montrent que, petit à petit, vous vous êtes coupé de la réalité. Vous êtes dans une gestion « bling-bling » de notre institution.

Quant à l'autonomie financière de la Région à laquelle vous semblez très attaché, surtout depuis que vous êtes résident, elle vous préoccupait beaucoup moins quand vous étiez Ministre.

En 2002, le ratio d'autonomie financière des régions était de 40 %. En 2007, il était de 53 %. Et vous voulez nous faire croire qu'aujourd'hui nous voulons la réduire, alors que nous n'avons fait que l'augmenter depuis 7 ans.

Alors oui, sur la réforme des collectivités, il y a débat, y compris au sein de notre majorité, comme vous vous plaisez à le dire, et c'est tant mieux. Y compris au sein du Parlement où le Gouvernement a fait le

choix de l'ouverture aux amendements, où il a donné des gages avec les simulations et la clause de revoyure qui permet, au bout de 6 mois, de vérifier que le système est cohérent avant de fixer les règles au moment du budget 2010 sur l'organisation territoriale et sur la taxe professionnelle.

Qu'aurait-il fallu faire ?

Le choix de créer deux couples, l'un avec les communes et les intercommunalités, l'autre avec les départements et les régions, est-il si incohérent dans un système aujourd'hui incompréhensible ?

Aujourd'hui, 20 milliards d'euros de dépenses des départements et des régions se font sur les mêmes domaines. Est-ce que c'est un signe d'efficacité et de bonne gestion de l'argent public ?

Jamais aucune formation politique n'a défendu la taxe professionnelle qualifiée d'impôt imbécile par François Mitterrand et qui n'existe nulle part en Europe. Fallait-il garder cette taxe qui pèse sur l'investissement, alors qu'aujourd'hui, ce dont nous avons le plus besoin, c'est justement de l'investissement ?

Avez-vous fait la moindre proposition pour modifier cette taxe que tous ont condamnée, y compris vous ?

Alors que fait-on ? On critique sans agir, on reste immobile sur le prétexte de « c'est pas terrible, mais on sait ce qu'on a » ?

En ce qui nous concerne, le choix est clair, après de multiples rapports, des discussions engagées depuis près de deux ans, après un texte

largement amendé au Parlement, on engage la réforme. C'est le choix de la visibilité et de la compétitivité.

Vous vous disiez force de progrès à une époque. Vous n'êtes aujourd'hui, malheureusement, que force d'inertie...

Je disais en introduction que cette discussion budgétaire nous permettait de faire le bilan, ce qui est fait, mais aussi de parler d'avenir.

C'est la raison pour laquelle nous vous proposons un contre-budget qui inverse vos fâcheuses tendances :

- + d'impôts et de taxes,
- + d'emprunt et de dette,
- + de lourdeur avec l'explosion du fonctionnement au détriment de l'investissement.

Notre budget a été élaboré comme un examen des capacités effectives de la Région à mettre en œuvre les actions annoncées, et non comme un catalogue de promesses.

La plupart des dépenses de fonctionnement ont donc été évaluées et estimées à partir des dépenses effectives et du taux de réalisation de vos promesses dans les budgets passés.

Notre budget répond donc à un impératif qui est celui de la sincérité des comptes publics.

Nous démontreront avec nos amendements que les économies sur les dépenses de fonctionnement (- 112 M€) par rapport à vos prévisions, nous permettent, sans augmenter les impôts, de :

- baisser les prélèvements fiscaux de 23 M€, avec une baisse de - 10 % sur les cartes grises ;
- baisser le recours à l'emprunt de 69 M€ (373 M€ au lieu de 442 M€), soit - 15,6 % ;
- maîtriser l'encours de la dette sous les 300 M€ ;
- accroître l'effort d'investissement de 20 M€.

Au total, nos amendements se traduisent par une économie de près de 70 M€ au profit des Rhônalpins.

Quant à votre budget, Monsieur le Président, il est, à nos yeux, toujours malade. Depuis longtemps, nous déplorons un taux de cholestérol élevé par une augmentation démesurée des dépenses de fonctionnement (+ 49,5 M€) et donc de la lourdeur, au détriment de l'investissement (+ 8,5 M€), c'est-à-dire la préparation de l'avenir.

1,550 milliards de fonctionnement pour 728 M€ en investissement. L'écart, hélas, se creuse dramatiquement au fil des budgets, réduisant inéluctablement nos marges de manœuvre.

Mais en plus d'être malade, votre budget fait de la gonflette. Certaines lignes ont de beaux affichages et la proximité des élections y est pour beaucoup. Mais nous savons tous, et vous aussi, qu'un budget est un souhait et que la réalité se mesure au final sur le compte administratif

qui, lui, est une réalité. Nous verrons sur ces lignes que les taux de réalisation seront bien modestes au regard de vos affichages. mais ce compte administratif sera après les élections...

Nous tâcherons, dans nos amendements, de dégonfler certaines de vos lignes budgétaires, dont on sait qu'elles ne seront, au final, pas dépensées.

Au-delà de ça, votre recours à l'emprunt pour 2010 est de 442 M€, soit 44 M€ de plus qu'en 2009. Je rappelle qu'en 2004, il était de 175 M€. Les Rhônealpins apprécieront.

Le CESR, d'ailleurs, est critique sur cet aspect de votre budget. Il a conscience que vos marges de manœuvre sont faibles dans la mesure où, je le cite :

- la dette consolidée avec le crédit-bail devrait dépasser 2 milliards d'Euros fin 2010 ;
- le ratio de désendettement atteindra donc 5,6 ans à cette même échéance, c'est-à-dire qu'il nous faudra 5,6 années pour rembourser la dette ; la moyenne des régions est aujourd'hui à 2,3 années.

Quant à l'Etat, qui reste sous le feu de vos critiques, il est toujours en faute quand, comme vous, on en veut toujours plus.

Quelques remarques pourtant sur votre analyse des dotations de l'Etat :

La DGD (dotation globale de décentralisation), vous l'estimez pour 2009 à 39 M€. Cette estimation me semble pessimiste, quand on sait que vous l'aviez évaluée au BP 2009 à 52 M€.

Ensuite, et vous êtes coutumier du fait, vous n'intégrez pas la FCTVA dans les dotations, afin de les minimiser. La manœuvre est habile, mais pas très correcte. Vous savez, comme moi, que la FCTVA qui représente près de 50 M€ en 2010, n'est pas seulement une récupération de TVA, c'est une enveloppe dédiée aux collectivités locales, discutée au Parlement. C'est donc bien une dotation de l'Etat.

Elle aurait d'ailleurs pu être plus importante avec le crédit-bail qui est considéré comme une dépense de fonctionnement et n'ouvre donc pas le droit à la récupération de la FCTVA qui ne concerne que les investissements.

Au global, entre vos sous-estimations et votre présentation, vous essayez de nous faire croire que l'Etat n'est pas au rendez-vous. Nous ne sommes pas dupes de cette démarche électoraliste.

Pour finir, votre budget ne nous convient pas et, à moins que vous souteniez tous nos amendements, nous ne le voterons pas. Il est déséquilibré et pas sincère. Pour tout vous dire, il me fait penser à ce que vous proposez pour les effectifs, page 143 de votre rapport, où vous nous demandez, je cite :

*« de permettre le recrutement d'agents contractuels non permanents, permettant le recrutement d'agents pour attente de recrutement, pour besoins de remplacement et pour des besoins occasionnels sur le siège et les espaces régionaux ».*

Je suis inquiet. Sur votre politique concernant les effectifs de la Région, les Rhônalpins, à défaut de vous comprendre, comprendront mieux pourquoi il est temps de changer.